

L'ÉCONOMIE MONDIALE EN CRISE

En ces temps de pandémie, il n'est pas question ici de nous prononcer sur la question médicale. Nous n'avons pas les compétences, et les « spécialistes » et « experts » disent souvent tout et son contraire, rejoignant ainsi la maladie bien connue de l'économie, celle des « sachants » qui ne savent pas grand-chose. D'autant que là encore, de nombreux intérêts divergent, entre divers « éminents » professeurs qui veulent d'abord se faire mousser, parce qu'ils se vendent à des laboratoires appartenant à divers groupes pharmaceutiques. Passons donc sur la question médicale ; même s'il est utile de comprendre comment un si « petit » virus a engendré de tels effets, non seulement sanitaires, mais aussi économiques, politiques et sociaux.

De fait, il est clair que la pandémie, contrairement à ce qui nous est « raconté » depuis janvier 2020 :

- a un impact sur l'économie réelle mondiale ;
- engendre une crise financière, alors que celle de 2008 devait être la « der des ders », comme pour la guerre mondiale de 1914-18 ;
- délégitime de nombreux gouvernements dans l'incapacité de répondre aux exigences de leurs populations.

Bref, remet en cause le modèle capitaliste « impérial » qui prévaut depuis trois décennies.

Cette remise en cause ne surprend guère : nous avons, dans notre dernier ouvrage publié aux Editions Estaimpuis en septembre 2018 (L'impérialisme du XXI^{ème} siècle – Le crépuscule du dieu capital »), diagnostiqué toutes les composantes de la crise actuelle. Nous avons cependant pensé que cette crise serait déclenchée non par un virus, mais par plusieurs contradictions internes à l'impérialisme. Plusieurs alertes ont eu lieu depuis cette publication : les bourses mondiales avaient toutes baissé de manière significative entre fin 2017 et fin 2018. Le « redressement fin 2019 » avait réjoui tous les « commentateurs avisés » ; les indices poursuivaient d'ailleurs leur progression en janvier et février 2020.

Principaux indices	fin 2016	fin 2017	fin 2018	fin 2019	Plus haut 2020	
					Indices	Date
CAC 40	4 862	5 312	4 731	5 978	6 111	19 février
Dax	11 481	12 918	10 559	13 249	13 789	19 février
FTSE 100	7 143	7 688	6 728	7 542	7 675	17 janvier
EuroStoxx 50	3 291	3 504	3 001	3 745	3 865	19 février
Dow Jones	19 763	24 719	23 327	28 538	29 551	12 février
Nasdaq Comp.	5 383	6 903	6 635	8 973	9 817	19 février
Nikkei 225	19 114	22 765	20 015	23 657	24 084	20 janvier

Pourtant, d'autres évènements auraient dû alerter en 2019, avec de forts reculs boursiers au moment du conflit sino-américain sur les relations commerciales (notamment en août et octobre 2019). La lutte que se sont livrés les Etats-Unis et la Chine dans le domaine commercial préfiguraient l'année dernière une possible entrée en crise du système capitaliste. Les deux principales forces impérialistes se testaient, avec en ligne de fond les conséquences boursières et économiques d'une mise en œuvre de droits de douane ou d'autres mesures protectionnistes. Ni Trump, ni Xi Jinping n'ont osé aller trop loin, suite aux variations boursières à l'époque ; tout ceci conduisant à un compromis où les mesures ont été limitées de chaque côté.

Principaux indices	2018		2019					
	30/04	31/12	31/05	5/07	16/08	20/09	04/10	29/11
CAC 40	5 521	4 731	5 208	5 594	5 301	5 691	5 488	5 905
Dax	12 612	10 559	11 727	12 569	11 563	12 468	12 013	13 236
FTSE 100	7 509	6 728	7 162	7 553	7 117	7 345	7 155	7 347
EuroStoxx 50	3 537	3 001	3 280	3 528	3 329	3 571	3 447	3 704
Dow Jones	24 163	23 327	24 815	26 922	25 886	26 935	26 574	28 051
Nasdaq Comp.	7 066	6 635	7 453	8 162	7 896	8 118	7 982	8 665
Nikkei 225	22 468	20 015	20 601	21 746	20 419	22 079	21 410	23 294

La mondialisation capitaliste pouvait être en effet menacée dans la continuité de ses approvisionnements, dont une part importante vient de Chine, non seulement en produits, mais également en pièces détachées, en composants électroniques, et pour certaines matières de base. La Chine à elle seule représente (certaines données ci-après concernent l'année 2016 - voir notre ouvrage cité pour l'historique 2006/2016 ; d'autres sont actualisées pour les années 2017, 2018 ou 2019, les tendances de notre ouvrage étant confirmées) :

- 1) en termes de PIB courant pour 2016, la troisième économie mondiale avec 14,82% du PIB mondial, derrière les USA (24,58%) et la Zone Euro (15,73%) ; et la première économie mondiale en termes de PPP (Parité de Pouvoir d'Achat) avec 17,76% de l'économie mondiale, devant la Zone Euro (16,56%) et les USA (15,4%) ; en 2018, la Chine représente 15,84% du PIB mondial, pratiquement à égalité avec la Zone Euro (15,88%), les USA perdant encore du terrain (23,91%) ;
- 2) la première puissance exportatrice de marchandises en 2018 : 18,2% des exportations, devant l'Union Européenne (extra-UE, 15,44%), et les USA (11,63%) ; et la deuxième puissance exportatrice de marchandises et de services : 16,87% des exportations, derrière l'Union Européenne (extra-UE : 17,59%) mais devant les USA (13,51%) ; la troisième puissance importatrice de marchandises (14,2% des importations mondiales), derrière l'Union Européenne (extra-UE : 14,76%) et les USA (17,61%) et la

troisième puissance importatrice de marchandises et de services (15,17% des importations mondiales), derrière les USA (16,62%) et l'Union Européenne (extra-UE : 16,18%). Par suite, la Chine dégage des excédents commerciaux en marchandises (463 Mds \$), bien davantage que l'Union Européenne (extra-UE : 43 Mds \$) et surtout relativement au déficit des USA (- 796 Mds \$) ; les excédents commerciaux de marchandises de la Chine couvrent largement le déficit des échanges de services en Chine (- 225 Mds \$), l'UE (Extra-UE) ayant un excédent de 145 Mds \$, tout comme les USA : 251 Mds \$. En cumul 2000 à 2016, la Chine a dégagé en marchandises et services un excédent de 2 710 Mds \$, alors que l'Union Européenne (extra-UE) a un léger excédent de 139 Mds \$, et les USA un énorme déficit de - 6 892 Mds \$.

Commerce mondial Principaux pays	Exports			Imports			Solde		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018
<i>Données en Mds US \$</i>									
Marchandises									
Chine	2 098	2 263	2 487	1 587	1 842	2 136	511	421	351
USA	1 455	1 547	1 664	2 251	2 410	2 614	-796	-863	-950
UE - Extra Union	1 932	2 122	2 309	1 889	2 097	2 337	43	25	-28
Monde	12 514	13 949	15 319	12 784	14 243	15 710			
Services									
Chine	207	226	265	450	464	521	-243	-238	-256
USA	733	762	808	482	516	536	251	246	272
UE - Extra Union	917	1 009	1 089	772	800	865	145	209	224
Monde	3 680	4 001	4 333	3 658	3 914	4 198			
Marchandises et Services									
Chine	2 305	2 489	2 752	2 037	2 306	2 657	268	183	95
USA	2 188	2 309	2 472	2 733	2 926	3 150	-545	-617	-678
UE - Extra Union	2 849	3 131	3 398	2 661	2 897	3 202	188	234	196
Monde	16 194	17 950	19 652	16 442	18 157	19 908	0	0	0
En % du monde marchandises									
Chine	16,8%	16,2%	16,2%	12,4%	12,9%	13,6%			
USA	11,6%	11,1%	10,9%	17,6%	16,9%	16,6%			
UE - Extra Union	15,4%	15,2%	15,1%	14,8%	14,7%	14,9%			
En % du monde services									
Chine	5,6%	5,6%	6,1%	12,3%	11,9%	12,4%			
USA	19,9%	19,0%	18,6%	13,2%	13,2%	12,8%			
UE - Extra Union	24,9%	25,2%	25,1%	21,1%	20,4%	20,6%			
En % du monde marchandises et services									
Chine	14,2%	13,9%	14,0%	12,4%	12,7%	13,3%			
USA	13,5%	12,9%	12,6%	16,6%	16,1%	15,8%			
UE - Extra Union	17,6%	17,4%	17,3%	16,2%	16,0%	16,1%			

Les années 2017 et 2018 montrent que Trump a perdu son bras de fer avec la Chine, qu'il ne pouvait pas poursuivre sans en supporter de lourdes conséquences ; ce qu'occultaient tous les commentateurs autorisés de la sphère journalistique. Les statistiques ci-dessus montrent également pourquoi Trump s'attaque à l'Union Européenne, première zone excédentaire pour les échanges de biens et services ;

3) 28,9% de la production automobile mondiale en 2018 ; la Chine (outre ses propres marques) travaille pour BMW, Fiat, Daimler, PSA et Volkswagen ; pour Ford et General Motors ; pour Honda, Mazda, Nissan, Suzuki et Toyota ; et pour Hyundai-Kia et Tata.

4) en e-commerce, place fin 2019 en 2ème et 3ème position mondiale les groupes Alibaba et Tencent, derrière Amazon ;

5) 51,1% de la production mondiale d'acier en 2018 ; et en 2015, 55% de la production mondiale d'aluminium, 35% du cuivre raffiné, 37% de l'étain, 30% du nickel, 38% du plomb raffiné, 37% du zinc, 78% de l'antimoine, 89% du bismuth, 53% du gallium, 33% du cadmium, 44% du cobalt métal, 73% du germanium, 49% de l'indium, 88% du magnésium, 68% du mercure, 38% du molybdène, 85% des oxydes de terres rares, 83% du tungstène et 53% du vanadium ;

6) 1/3 du papier carton ;

7) 6,8% du nombre d'individus fortunés dans le monde ;

8) 8,95% de la capitalisation boursière des firmes mondiales ayant investi dans les diverses énergies ; mais 22,5% du chiffre d'affaires de ces mêmes groupes ;

9) 1 700 Mds \$ de capitalisation boursière des firmes présentes dans le secteur financier fin 2019 (contre 3 644 Mds pour les USA, et 373 Mds pour la Zone €) pour un total de 7 077 Mds \$ (pour les 139 plus grands groupes du secteur) ; et au 20 mars 2020, la Chine totalisait pour ces mêmes groupes 1 418 Mds \$, contre 2 386 Mds pour les USA et 209 Mds pour la Zone €, sur un total de 4 878 Mds \$. Le recul des bourses mondiales est moins défavorable à la Chine qu'aux USA et pour la zone €.

De plus, la Chine est un débouché significatif pour de nombreuses activités ; un très bon exemple : l'industrie du luxe. Et les touristes chinois sont également un élément important du tourisme, notamment en France.

Par suite, aussi bien comme fournisseur que comme client la Chine est un élément décisif de la mondialisation. Et là encore, nos politiques et économistes "avisés" essaient de nous vendre une solution miracle : la relocalisation des activités. Avec une Chine qui resterait inactive si un tel objectif se précisait ? Nous y reviendrons.

En fait, le virus a réalisé ce devant quoi les deux leaders américain et chinois ont reculé lors du conflit commercial : fermer les frontières. Le monde sait maintenant à quoi s'attendre, si la Chine décide une guerre commerciale. La Chine sera certes affectée par une telle option ; mais ses adversaires seraient bien davantage pénalisés. Les USA en tête.

Ceci tient à toutes les raisons évoquées, et notamment au poids de la Chine dans l'économie mondiale, à la puissance de ses propres multinationales, et à la dépendance de la plupart des autres pays tant en termes d'approvisionnements, que de débouchés.

Surtout, la Chine vient de démontrer qu'elle peut gérer un repli – même drastique – sur soi. Trump devrait méditer cela ; car les multinationales américaines n'ont – avant longtemps et si des mesures de relocalisation étaient prises – aucun intérêt à un conflit avec la Chine. Et il en va de même pour les autres multinationales qui participent (en Europe, au Japon, en Asie ...) à la structuration oligopolistique mondiale des activités.

Par suite, pour l'économie réelle, il n'y a guère d'illusions à se faire. Les demandes mondiales ont été affectées à tous les niveaux par la multiplication des confinements, et pas seulement les demandes liées aux activités de tourisme, de déplacements, de services à la personne (autres que les services de santé ou les services liés aux fonctions régaliennes des Etats) ; les activités industrielles ont tourné au ralenti, et l'agriculture peine à trouver des bras. Autre illusion : un retour en fanfare à la normale, avec un rattrapage des consommations ; là encore, c'est oublier un peu vite à la fois les baisses de revenus liés à la crise économique (les salaires ne sont pas rentrés « normalement » dans l'escarcelle des ménages ; le recul du chiffre d'affaires de nombreuses entreprises ne sera pas automatiquement récupéré, et l'impact sur les profits – ou plutôt sur les pertes – ne sera pas négligeable) et les possibles évolutions de comportements des ménages (épargner par peur d'une rechute, plutôt que consommer et investir).

La nature de la crise

Sans oublier que d'ores et déjà, les conditions d'une crise financière sont réunies, ce qu'illustrent à l'évidence les évolutions boursières des principaux groupes capitalistes de la planète.

Entre le 31 décembre 2019 et le 20 mars 2020 plus de 8 818 Mds \$ se sont envolés en capitalisation, pour les 250 plus grands groupes cotés. Il est particulièrement instructif de détailler cette catastrophe boursière, qui est loin d'être finie, nonobstant les « yo-yo » des principales places financières, au gré des nouvelles de la pandémie.

En tout état de cause, la tendance lourde est à la baisse, plus significative encore qu'en 2008.

1. Les groupes de tous les pays sont affectés, et pas seulement au moment où la pandémie les atteint. Les données sont les suivantes :

Evolution de la capitalisation boursière des 250 plus grands groupes cotés

En M \$	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	20/03/2020	Variations 20/03-31/12	
Allemagne	848 896	1 032 197	812 037	981 179	615 795	-365 384	-37,2%
Arabie Saoudite	111 828	118 246	141 729	129 369	97 610	-31 759	-24,5%
Australie	212 082	242 866	210 150	248 528	165 971	-82 557	-33,2%
Belgique	178 598	187 532	111 274	159 877	83 876	-76 001	-47,5%
Brésil	218 284	270 182	296 951	323 167	138 510	-184 657	-57,1%
Canada	383 559	475 526	405 254	487 465	326 813	-160 652	-33,0%
Chine	2 512 971	3 767 449	3 169 362	3 824 798	3 235 611	-589 187	-15,4%
Corée du Sud	261 501	396 566	269 877	376 649	281 829	-94 820	-25,2%
Danemark	72 750	105 394	87 512	136 566	120 780	-15 786	-11,6%
Espagne	224 041	263 881	204 171	244 991	169 556	-75 435	-30,8%
France	949 714	1 241 584	1 178 393	1 542 574	1 029 296	-513 278	-33,3%
Hong-Kong	0	0	0	75 961	63 014	-12 947	-17,0%
Inde	221 419	337 567	393 034	455 075	332 573	-122 502	-26,9%
Indonésie	27 997	39 556	43 789	59 553	36 323	-23 230	-39,0%
Italie	103 897	123 564	116 156	136 619	91 949	-44 670	-32,7%
Japon	766 767	908 339	803 601	966 307	749 320	-216 987	-22,5%
Mexique	41 381	56 981	47 383	52 848	40 078	-12 770	-24,2%
Norvège	59 476	70 483	69 968	65 862	31 538	-34 324	-52,1%
Pays-Bas	443 737	574 837	512 676	551 662	365 605	-186 057	-33,7%
Qatar	37 570	32 225	49 477	52 240	47 720	-4 520	-8,7%
Royaume-Uni	907 792	1 100 315	927 429	1 059 622	709 307	-350 315	-33,1%
Russie	192 569	194 757	177 790	247 321	142 226	-105 095	-42,5%
Suisse	651 236	747 100	719 622	863 422	750 903	-112 519	-13,0%
Taiwan	145 094	200 639	191 522	286 911	230 964	-55 947	-19,5%
USA	13 741 285	16 862 000	15 950 113	20 809 339	15 462 612	-5 346 727	-25,7%
Total	23 314 444	29 349 786	26 889 270	34 137 905	25 319 779	-8 818 126	-25,8%
dont UE	2 821 633	3 528 989	3 022 219	3 753 468	2 476 857	-1 276 611	-34,0%
dont Zone Chine	2 658 065	3 968 088	3 360 884	4 187 670	3 529 589	-658 081	-15,7%

Les données au 20 mars 2020 reflètent pour l'instant le plus bas des indices boursiers. Cette date tient évidemment compte d'une situation chinoise qui commençait à « s'améliorer » (selon les informations disponibles), et à l'inverse d'une dégradation sensible de la situation des pays européens. Ces derniers, comme d'habitude, jouaient chacun dans leur coin, évitant soigneusement de mettre en œuvre une quelconque solidarité, notamment au sein de la zone euro. Nous verrons qu'il en va de même pour les possibles solutions de sortie de crise. Quant aux USA, Trump prêchait encore à qui voulait l'entendre à mi-mars qu'ils seraient épargnés. Il ressort cependant du tableau ci-dessus qu'une baisse de près de 26% des capitalisations s'est produite entre décembre 2019 et le 20 mars 2020. Pour prendre un point de comparaison, en 2018 seuls le PIB des USA (20 544 Mds \$) et de la Chine (13 608 Mds \$) dépassaient cette somme ; c'est comme si avaient été anéantis les PIB cumulés du Japon (4 971 Mds \$) et de l'Allemagne (3 948 Mds \$), ou davantage que les PIB cumulés du Royaume-Uni (2 855 Mds \$), de la France (2 778 Mds \$) et de l'Italie (2 084 Mds).

En Millions US \$	2016	2017	2018	2019	20-03-2020	Variations 2020/2019	
						En MUS \$	en %
10 premiers groupes	3 703 558	5 462 546	5 190 631	7 233 962	6 110 223	-1 123 739	-15,5%
25 premiers groupes	6 610 278	9 117 784	8 585 468	11 689 336	9 599 959	-2 089 377	-17,9%
50 premiers groupes	10 321 314	13 598 350	12 824 964	16 657 114	13 372 100	-3 285 014	-19,7%
100 premiers groupes	15 258 853	19 583 085	18 183 345	23 249 093	18 108 426	-5 140 667	-22,1%
250 groupes	23 314 444	29 349 786	26 889 270	34 137 905	25 319 779	-8 818 126	-25,8%

Cette baisse affecte moins les plus puissantes multinationales (les 10 premières perdent moins que les 15 suivantes, etc) ; en soulignant que ces firmes sont souvent dans la nouvelle économie et la distribution (par internet ou non), secteurs moins touchés que les autres activités (voir ci-après).

- la perte (boursière pour l'instant) des groupes américains est dans la moyenne des groupes (avec une certaine logique, ces groupes représentant près de 61% de la capitalisation des 250 groupes, à nuancer cependant du fait de l'importance de la nouvelle économie pour les USA) ;
- les groupes européens sont par contre beaucoup plus affectés par la crise boursière ; pourtant, l'UE est particulièrement bien placée dans plusieurs secteurs en forte expansion, comme le luxe ;
- les pays asiatiques, et notamment la Chine, résistent mieux. La Chine pratique un capitalisme (un peu !) particulier, et l'Etat veille au grain.

Le « yo-yo » (très fortes baisses ou hausses selon les jours) des cours ces dernières semaines ne change rien à l'affaire. La crise financière est bien installée. Et les gouvernements capitalistes sont déjà au chevet des malheureuses grandes fortunes. Voyons d'abord le « yo-yo », qui est évident ci-dessous à la lecture des dates. Pourtant, depuis la mi-mars 2020, plusieurs trillions de \$ sont en cours d'injection dans les diverses économies mondiales. Avec des effets guère probants pour l'instant.

Indices boursiers	6 mars	9 mars	11 mars	12 mars	13 mars	16 mars	18 mars	20 mars	23 mars	24 mars	25 mars	27 mars	3 avril
CAC40	5 139	4 708	4 610	4 044	4 118	3 881	3 755	4 049	3 914	4 243	4 432	4 351	4 155
Dax	11 542	10 625	10 439	9 161	9 232	8 742	8 442	8 929	8 741	9 701	9 874	9 633	9 526
FTSE 100	6 463	5 966	5 877	5 237	5 366	5 151	5 081	5 191	4 994	5 446	5 688	5 510	5 416
Eurostoxx 50	3 232	2 959	2 906	2 545	2 586	2 450	2 386	2 549	2 486	2 715	2 800	2 729	2 663
Dow Jones	25 865	23 851	23 553	21 201	23 186	20 189	19 899	19 174	18 592	20 705	21 201	21 637	21 053
Nasdaq composite	8 530	7 948	8 006	7 264	7 995	7 020	7 175	6 994	7 007	7 554	7 470	7 588	7 528
Nikkei 225	20 690	19 699	19 416	18 560	17 431	17 002	16 727	16 553	16 888	18 092	19 547	19 389	17 820
		lundi noir		jeudi noir		lundi noir				redressement provisoire		rechute	

Quant aux fortunes, il y a lieu de bien nuancer, car elles ne vont pas se priver de « faire la manche », toute honte bue, et faire en même temps nos poches.

Nous avons pris à cet effet un petit échantillon. Les résultats sont donnés page suivante.

L'ensemble de l'échantillon des fortunes françaises perd au 31 mars 2020 plus de 40,4 Mds € par rapport au 31-12-2019, et plus de 58,5 milliards par rapport à la meilleure performance de la période allant du 31-12-2018 au 31 mars 2020. Ces pertes sont loin d'être négligeables, mais elles sont potentielles : rien n'est perdu tant que les titres ne sont pas vendus. Pour autant, certaines transactions peuvent être plus délicates (en cas de rachat d'autres sociétés en utilisant ses propres actions comme moyen de paiement partiel). En revanche, les cours au 31 mars sont globalement toujours au-dessus des cours du 31-12-2018 (+ 26,3 Mds €), et au-dessus des cours les plus bas de la période (+ 49,3 Mds €).

La crise n'affecte pas de la même manière les familles : tout dépend également des secteurs d'activité. De nombreuses familles supportent des pertes en mars 2020, tant par rapport au 31-12-2019 qu'au 31-12-2018 : Dassault aviation, Bolloré, Bouygues, Bonduelle, Decaux, Ricard, Badinter, Rothschild et Bellon. Une famille fait mieux pour les deux dates : Mérieux. Les autres familles supportent la crise, mais préservent partiellement les positions acquises au cours de l'année 2019 : Arnault, Pinault, l'Oreal ... : le secteur du luxe se distingue. Les télécoms (avec Iliad) sont un cas à part : Niel avait beaucoup perdu en 2018, et on assiste à un rattrapage. Dassault Systèmes reste également bien placé dans la compétition.

Côté autres firmes européennes, la multinationale Inditex (de loin le groupe le plus performant du secteur) et la distribution d'habillement sont fortement impactées. La fortune d'Ortega s'en ressent nettement.

Fortunes (en M€)	+ haut	+ bas	31/12/18	31/12/19	31/3/2020	Valorisation 31 mars 2020 par rapport à :			
						+ haut	+ bas	31/12/18	31/12/19
Arnault									
LVMH	105 071	58 309	61 791	99 124	80 996	-24 075	22 687	19 205	-18 128
Pinault									
Kering-Artemis	31 570	18 501	21 295	30 277	24 622	-6 948	6 121	3 327	-5 655
Bettencourt									
L'Oréal	50 793	36 261	37 366	49 029	44 217	-6 576	7 956	6 851	-4 812
Niel									
l'liad	6 040	3 378	5 331	5 022	5 375	-665	1 996	43	352
Dassault									
Dassault Aviation	7 690	3 284	6 287	6 079	3 892	-3 798	608	-2 395	-2 188
Dassault Systèmes	17 531	10 295	11 089	15 671	14 436	-3 096	4 140	3 347	-1 235
Bolloré									
Bolloré (via Odet ...)	8 132	4 108	6 589	7 323	4 725	-3 407	617	-1 864	-2 598
Mérieux									
Bio-Mérieux	7 153	3 702	4 009	5 532	7 153	0	3 451	3 144	1 621
Bouygues									
Bouygues	3 335	1 952	2 524	3 050	2 152	-1 184	200	-372	-899
Bonduelle									
Bonduelle toute famille	580	305	516	424	342	-238	36	-175	-82
Badinter									
Publicis	924	365	836	674	436	-487	71	-400	-238
Decaux									
JC Decaux	4 118	2 278	3 427	3 841	2 306	-1 812	28	-1 121	-1 535
Ricard									
Pernod-Ricard	7 295	4 970	5 898	6 561	5 328	-1 967	358	-570	-1 233
Rothschild									
Rothschild & Co	1 206	585	1 206	1 001	723	-483	138	-483	-278
Wendel									
Wendel	2 206	1 066	1 794	2 030	1 247	-959	181	-546	-783
Bellon									
Sodexo	6 686	3 139	5 571	6 577	3 837	-2 849	698	-1 734	-2 740
TOTAL FORTUNES ci-dessus	260 332	152 499	175 530	242 215	201 787	-58 545	49 288	26 257	-40 428
Ortega									
Inditex - Zara	49 993	32 835	34 830	49 011	36 871	-13 122	4 036	2 041	-12 140
Jeff Bezos									
Amazon	119 985	83 339	83 432	102 645	108 304	-11 681	24 966	24 872	5 659
Mackenzie T. Bezos									
Amazon	42 116	29 253	29 286	36 030	38 016	-4 100	8 763	8 730	1 986
Larry Page									
Alphabet - Google	52 960	35 616	36 293	49 762	40 356	-12 605	4 740	4 063	-9 406
Bill Gates (hors fondation)									
Microsoft	19 515	10 073	10 504	16 309	16 310	-3 205	6 237	5 806	1
Famille Walton									
Walmart Stores	178 721	135 390	135 812	173 268	165 658	-13 064	30 268	29 845	-7 611
Mark Zuckerberg									
Facebook	61 996	36 407	36 407	57 003	46 324	-15 672	9 918	9 918	-10 678
Warren Buffet									
Berkshire Hathaway	89 479	66 480	79 371	88 084	70 552	-18 927	4 072	-8 819	-17 532
TOTAL FORTUNES ci-dessus	564 773	396 556	411 105	523 100	485 520	-79 253	88 964	74 415	-37 580

Les familles américaines sont toutes affectées par la crise ; c'est une évidence lorsque l'on compare les valorisations du 31 mars aux meilleures valorisations de la période. Même Bezos est affecté par la baisse des cours d'Amazon. Une famille est plus concernée par la crise, du fait de ses secteurs de placements (assurances, énergie) : Warren Buffet ; il n'a donc pas gagné sa « lutte des classes ». Il faut également noter que les groupes américains perdent relativement moins que les groupes français. Les bourses américaines ont mieux résisté que les bourses française ou européenne.

2. L'évolution des divers secteurs est globalement à la baisse ; et certains d'entre eux sont nettement plus pénalisés que d'autres.

Evolution des capitalisations boursières plus grands groupes mondiaux par secteur d'activité

Données en M \$	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	20/03/2020	Variations 2020/2019	
Avionique et espace	423 340	600 121	553 503	715 637	372 170	-343 467	-48,0%
Alimentation et boissons	1 028 298	1 269 964	1 093 343	1 480 585	1 137 291	-343 294	-23,2%
Distribution alimentaire	412 622	483 893	454 758	584 336	541 513	-42 823	-7,3%
Distribution internet	573 552	1 014 601	1 083 257	1 561 123	1 468 395	-92 728	-5,9%
Distribution non alimentaire	371 974	457 360	439 940	555 541	365 375	-190 166	-34,2%
Culture, loisirs	296 679	364 325	333 344	391 635	260 222	-131 413	-33,6%
Tabac	380 185	451 704	271 413	323 479	227 009	-96 470	-29,8%
Vêtements	261 901	295 561	292 968	392 575	253 785	-138 790	-35,4%
Luxe	231 097	361 717	383 586	552 422	394 235	-158 187	-28,6%
Mines	202 991	274 922	265 988	298 734	174 348	-124 386	-41,6%
Chimie	882 436	1 061 764	1 005 493	1 181 862	952 756	-229 106	-19,4%
Conglomérats industriels	622 629	583 233	408 738	489 289	306 306	-182 983	-37,4%
Automobiles	490 636	579 819	484 988	535 744	371 746	-163 998	-30,6%
Transports et frêts	270 732	319 696	289 759	346 981	249 247	-97 734	-28,2%
Pétrole et gaz	2 161 102	2 324 362	2 181 367	2 333 370	1 250 653	-1 082 717	-46,4%
Autres énergies	414 919	516 296	498 788	666 568	534 251	-132 317	-19,9%
Autres industries	174 947	301 040	236 489	312 331	220 780	-91 551	-29,3%
Finances	5 205 519	6 684 071	5 809 518	7 076 757	4 877 829	-2 198 928	-31,1%
Santé ...	2 859 210	3 404 139	3 485 302	4 247 132	3 358 054	-889 078	-20,9%
TIC	5 958 691	7 870 430	7 196 844	9 924 711	7 863 517	-2 061 194	-20,8%
Immobilier	90 984	130 768	119 884	167 093	140 297	-26 796	-16,0%
	23 314 444	29 349 786	26 889 270	34 137 905	25 319 779	-8 818 126	-25,8%

Les secteurs de l'avionique, des mines et de l'énergie sont fortement touchés par la crise. Les boursiers prennent acte de la crise économique qui frappe d'abord ces activités. Inversement, les secteurs de la distribution s'en sortent bien ; le confinement a eu pour effet une course à l'approvisionnement alimentaire, les ménages constituant des réserves (au cas où). Les secteurs de la santé, des TIC, de la chimie et de l'immobilier perdent un peu moins que la moyenne (mais la représentativité de certains de ces secteurs – comme l'immobilier – est faible : peu de groupes présents dans le haut du classement).

En définitive, la crise boursière est bien installée. Il est cependant nécessaire de la confronter à la réalité économique et financière des groupes. C'est ce « réel » là qui va en effet être la clé du redressement (ou non) de l'économie mondiale.

Une première approche peut être réalisée par secteurs, pour l'ensemble des multinationales étatsuniennes, européennes, chinoises et japonaises.

Une seconde approche peut être affinée pour chaque grande zone économique.

1. L'approche sectorielle.

Nous avons sélectionné au sein des 250 groupes les multinationales étatsuniennes, européennes (Union Européenne, Royaume-Uni, Suisse et Russie), chinoises et japonaises : elles représentent l'essentiel (92%) des groupes analysés.

Les tendances sont évidemment les mêmes pour les évolutions boursières. Il nous importe par contre de regarder les performances financières, lesquelles :

- ne reflètent pas obligatoirement les données boursières ;
- divergent notamment entre activités.

Les données globales sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Il est indispensable de confronter les résultats de ce tableau aux conclusions de notre ouvrage sur l'impérialisme du XXI^e siècle (voir notamment l'annexe XIII. Conclusion – Synthèse des calculs : pages 474 et suivantes). Nous indiquons que le crépuscule du dieu capital s'annonçait, notamment en dégageant les évolutions de taux de profit (mais pas seulement) entre 2006 et 2016. Ces taux étaient nettement à la baisse (de 15 à 16% au début de la période, aux alentours de 10/11% en fin de période). Or contredisant ce diagnostic, le taux de profit des plus grands groupes est en 2019 de 13,9% ! Avions-nous tort ?

Nous ne le pensons pas, pour deux raisons principales.

D'une part, le présent échantillon concerne ici les groupes les plus importants et souvent les plus profitables, par rapport aux 868 groupes analysés dans notre ouvrage. A eux seuls, 4 groupes financiers américains (Berkshire Hathaway, JP Morgan, Bank of

America, Wells Fargo) et 4 groupes TIC (Apple, Microsoft, Alphabet, Intel) comptent pour 315 861 M\$ de résultat net en 2019 ; et 5 groupes financiers chinois (Industrial & Commercial Bank, China Construction Bank, Agricultural Bank of China, Bank of China Limited et Ping An Insurance) comptent pour 169 555 M\$ de résultat net. Ces groupes réalisent ensemble 29,9% du résultat net des secteurs analysés. En 2016, les 8 groupes américains réalisaient 181 403 M\$ de résultat net ; en 2019, la progression de ces résultats est de 74,1% ! En 2016, les 5 groupes chinois réalisaient 149 709 M\$ de résultat net ; la progression n'est ici que de 13,3%. Au total, la progression en résultat net de ces 13 groupes est de 46,6% entre 2016 et 2019.

Groupes en M US \$	Année 2016				Année 2019				Année 2019 / Année 2016			
	C.d'Affaires	Fds Propres	Résu.Net	Capitalisation	C.d'Affaires	Fds Propres	Résu.Net	Capitalisation	C.d'Affaires	Fds Propres	Résu.Net	Capitalisation
Berkshire Hathaway	210 821	258 627	24 414	391 999	254 616	428 563	81 792	553 690	121	166	335	141
Apple	215 639	128 249	45 687	586 021	260 174	90 488	55 256	1 304 765	121	71	121	223
Microsoft	85 230	71 977	16 798	460 690	125 843	102 330	39 240	1 203 063	148	142	234	261
Alphabet	90 272	139 036	19 478	522 078	161 857	201 442	34 343	922 946	179	145	176	177
JP Morgan	93 543	247 573	24 442	291 986	115 627	261 330	36 431	437 160	124	106	149	150
Intel	55 355	61 085	11 420	161 884	71 965	77 504	21 048	260 348	130	127	184	161
Bank of America	82 507	251 990	15 888	214 530	91 839	264 810	27 430	316 808	111	105	173	148
Wells Fargo	83 615	193 891	23 276	269 095	85 063	187 984	20 041	227 540	102	97	86	85
8 groupes USA	916 982	1 352 428	181 403	2 898 283	1 166 984	1 614 451	315 581	5 226 320	127	119	174	180
Industrial & Commercial Bank	107 422	289 227	44 612	230 206	115 631	401 133	46 694	294 539	108	139	105	128
China Construction Bank	94 243	232 132	36 767	187 660	94 438	296 766	38 091	217 689	100	128	104	116
Agricultural Bank of China	86 882	194 672	29 039	150 405	89 786	249 558	30 194	182 720	103	128	104	121
Bank of China Limited	76 127	218 080	28 821	151 162	81 956	294 546	30 084	147 437	108	135	104	98
Ping An Insurance	111 356	66 434	10 470	97 316	189 702	127 011	24 492	234 127	170	191	234	241
5 groupes Chine	476 030	1 000 545	149 709	816 749	571 513	1 369 014	169 555	1 076 512	120	137	113	132
Total groupes ci-dessus	1 393 012	2 352 973	331 112	3 715 032	1 738 497	2 983 465	485 136	6 302 832	125	127	147	170

Les écarts de progression entre 2016 et 2019 montrent bien les distorsions entre indicateurs financiers, essentiellement aux USA. L'activité (mesurée par le chiffre d'affaires) comme les fonds propres augmentent nettement moins rapidement que les résultats financiers et la capitalisation. On voit ici où sont partis les milliards de \$ des mesures Trump (profits distribués, et spéculation boursière). Seul Berkshire Hathaway semble être raisonnable, avec une capitalisation boursière qui progresse moins rapidement que ses fonds propres. Les groupes chinois ont des structures financières davantage en phase entre le réel et le financier. D'autre part et surtout, le redressement du taux de profit, notamment aux USA, tient aux mesures des gouvernements (notamment de Trump) visant à réduire les taux d'imposition (et donc à favoriser la répartition vers les profits par rapport aux autres revenus). Il est donc logique que les profits soient plus importants en 2019. Ce qui est confirmé par les quelques exemples ci-dessus.

Mais même dans de telles conditions très favorables, les groupes n'atteignent plus en 2019 des « return on equity » à 15/16%.

Analyse des multinationales - M US \$	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	20/03/2020	C.d'Affaires	Ebitda	Résult. net	Fonds Propr.	Ebitda/FondP.	Rés.Net/F.Propries
Avionique - Espace	423 340	600 121	553 503	715 637	372 170	382 015	51 650	18 437	80 643	64,0%	22,9%
Alimentation, boissons, tabac	838 995	1 062 184	817 532	1 081 543	866 048	257 241	83 525	42 230	207 380	40,3%	20,4%
Finances	4 961 185	6 358 582	5 472 914	6 791 818	4 754 422	2 752 180	902 012	596 065	4 982 055	18,1%	12,0%
Automobile	490 636	579 819	484 988	535 744	371 746	1 024 710	138 135	48 104	510 038	27,1%	9,4%
Chimie ...	714 595	838 412	802 243	974 382	772 300	317 618	72 925	27 741	219 791	33,2%	12,6%
Commerce non alimentaire	371 974	457 360	439 940	555 541	365 375	251 903	40 211	23 233	54 117	74,3%	42,9%
Conglomérats et équipements industriels	746 080	762 598	559 234	693 447	457 490	363 397	62 159	23 332	184 031	33,8%	12,7%
Diffusion, loisirs, restauration	627 766	715 397	649 353	856 896	567 389	254 903	80 015	42 696	175 762	45,5%	24,3%
Electronique, électroménager	82 759	152 734	128 478	198 295	156 864	147 393	27 670	15 926	67 759	40,8%	23,5%
Santé	2 753 432	3 248 924	3 338 737	4 022 636	3 165 862	1 534 931	340 156	172 881	975 844	34,9%	17,7%
Logistique	219 139	258 106	236 141	282 191	200 165	107 739	27 837	13 690	33 274	83,7%	41,1%
Habillement	261 901	295 561	292 968	392 575	253 785	117 599	20 997	11 813	41 683	50,4%	28,3%
Immobilier	90 984	130 768	119 884	167 093	140 297	63 913	18 537	10 777	76 880	24,1%	14,0%
Technologies Information et Communication	3 924 756	5 574 630	5 148 793	7 397 313	5 926 905	1 336 401	471 146	277 985	1 065 155	44,2%	26,1%
Cosmétiques, luxe	361 201	532 971	557 589	792 079	584 158	152 171	40 831	20 210	137 764	29,6%	14,7%
Machines, matériels industriels	86 911	144 918	120 405	135 895	87 542	88 686	15 113	9 351	26 046	58,0%	35,9%
Mines	163 426	210 687	196 534	230 733	138 346	87 453	44 355	17 195	92 356	48,0%	18,6%
Pétrole et gaz	1 754 859	1 847 967	1 626 044	1 634 680	844 571	2 252 120	337 050	92 239	1 307 513	25,8%	7,1%
Services d'électricité	332 104	397 358	397 621	524 111	424 409	219 514	71 200	24 546	280 852	25,4%	8,7%
Services pour l'emploi	22 661	42 135	41 190	62 182	37 266	21 028	2 669	1 596	8 847	30,2%	18,0%
Distribution alimentaire et par internet	986 174	1 498 494	1 538 015	2 069 498	1 946 894	1 228 320	116 759	49 692	285 865	40,8%	17,4%
Télécommunications	1 206 826	1 231 041	1 118 800	1 251 917	1 021 239	892 836	308 078	84 950	837 653	36,8%	10,1%
TOUS SECTEURS	21 421 704	26 940 767	24 640 906	31 366 206	23 455 243	13 854 072	3 273 028	1 624 689	11 651 308	28,1%	13,9%

Le recul boursier est déjà significatif entre le 31 décembre 2019 et le 20 mars 2020 ; mais comme nous allons le voir ci-après, les multiples (en Ebitda, Résultat net et Fonds propres) de valorisation sont encore très importants.

La crise n'est donc pas achevée, loin s'en faut.

L'économie financière est encore déconnectée de l'économie réelle.

2. L'analyse par zone permet d'affiner l'approche, en pointant les lieux probables des difficultés d'une reprise de l'activité après la pandémie. Nous avons distingué les zones suivantes : USA, Zone Euro, Chine, Autres Europe (Royaume-Uni, Suisse et Russie) et Japon.

2.1. Aux USA, les variations boursières entre 2019 et 2020 sont dans la moyenne mondiale, mais avec de forts écarts : beaucoup plus importantes pour l'avionique, les activités pétrolières et gazières et dans une moindre mesure les activités financières.

Données USA	Capitalisation boursière		Données compte des groupes pour 2019				Variation Bourse 20/19	
	31/12/2019	20/03/2020	ChiffreAffa.	Ebitda	RésultatNet	Fonds propres	M \$	En %
Avionique et espace	540 181	288 658	276 434	34 687	17 119	60 144	-251 523	-46,6%
Automobiles	127 695	104 584	161 815	25 436	5 892	53 924	-23 111	-18,1%
Industrie	946 335	624 115	331 527	78 460	28 943	198 346	-322 220	-34,0%
Machines et matériels	135 895	87 542	88 686	15 113	9 351	26 046	-48 353	-35,6%
Pétrole et gaz	711 770	330 891	513 830	104 467	19 456	429 200	-380 879	-53,5%
Autres énergies	319 830	249 076	82 274	36 768	13 079	155 103	-70 754	-22,1%
Immobiliers	115 415	99 799	9 094	5 436	2 562	36 561	-15 616	-13,5%
Logistique	282 191	200 165	107 739	27 837	13 690	33 274	-82 026	-29,1%
Restaurants	252 653	178 801	47 586	16 486	9 620	-14 441	-73 852	-29,2%
Santé	3 351 949	2 631 604	1 324 703	266 454	136 237	709 359	-720 345	-21,5%
Commerces, télécoms ...	7 157 737	5 688 755	2 734 130	578 667	280 491	1 227 233	-1 468 982	-20,5%
TIC	3 156 707	2 542 401	575 279	214 691	121 863	445 487	-614 306	-19,5%
Finance	3 710 981	2 436 221	970 155	314 828	266 656	1 999 759	-1 274 760	-34,4%
TOUS SECTEURS	20 809 339	15 462 612	7 223 252	1 719 330	924 958	5 359 994	-5 346 727	-25,7%

Données USA	Bourse / Ebitda 2019		Bourse / R. Net 2019		Bourse / Fonds P. 2019		Ebit/FP	RN/FP
	B. 2019	B. 2020	B. 2019	B. 2020	B. 2019	B. 2020	2019	2019
Avionique et espace	15,6	8,3	31,6	16,9	9,0	4,8	57,7%	28,5%
Automobiles	5,0	4,1	21,7	17,8	2,4	1,9	47,2%	10,9%
Industrie	12,1	8,0	32,7	21,6	4,8	3,1	39,6%	14,6%
Machines et matériels	9,0	5,8	14,5	9,4	5,2	3,4	58,0%	35,9%
Pétrole et gaz	6,8	3,2	36,6	17,0	1,7	0,8	24,3%	4,5%
Autres énergies	8,7	6,8	24,5	19,0	2,1	1,6	23,7%	8,4%
Immobiliers	21,2	18,4	45,1	39,0	3,2	2,7	14,9%	7,0%
Logistique	10,1	7,2	20,6	14,6	8,5	6,0	83,7%	41,1%
Restaurants	15,3	10,8	26,3	18,6	-17,5	-12,4	-114,2%	-66,6%
Santé	12,6	9,9	24,6	19,3	4,7	3,7	37,6%	19,2%
Commerces, télécoms ...	12,4	9,8	25,5	20,3	5,8	4,6	47,2%	22,9%
TIC	14,7	11,8	25,9	20,9	7,1	5,7	48,2%	27,4%
Finance	11,8	7,7	13,9	9,1	1,9	1,2	15,7%	13,3%
TOUS SECTEURS	12,1	9,0	22,5	16,7	3,9	2,9	32,1%	17,3%

Par suite, et comme pour les autres firmes ci-après, la crise boursière s'est déjà traduite par un premier nettoyage financier : tous les multiples, pour toutes les activités, sont en baisse. La diminution des cours boursiers a été violente pour les trois secteurs en question. Les restaurants (en fait les chaînes comme Mc Donald ...) ont une particularité bien américaine : leurs fonds propres consolidés sont négatifs, suite au rachat de leurs propres actions pour maintenir les cours.

Les performances financières sont encore élevées en 2019, avec un taux de profit (Résultat Net / Fonds Propres) de 17,3% pour l'ensemble des secteurs. Mais les activités liées à l'énergie, l'immobilier, l'automobile et la finance étaient en retrait par rapport à cette moyenne.

La « bonne » santé capitaliste n'est donc pas acquise pour toutes les activités. Et la crise n'arrange pas leurs affaires.

2.2. Pour les groupes de la zone Euro, le même constat peut être dressé, mais avec des performances financières globalement moindres.

Le recul boursier entre décembre 2019 et mars 2020 a été plus accentué qu'aux USA ; et ceci se vérifie pour pratiquement tous les secteurs. Les multiples sont nettement inférieurs dans la zone ; mais ceci ne l'a pas mise à l'abri d'un ajustement boursier plus accentué qu'aux USA. Seule la partie « résultat financier » est un peu plus en phase avec le niveau de capitalisation. Il faut noter que six secteurs ont des niveaux de performance financière inférieurs à 9% ; ce qui plombe l'ensemble de la zone. L'avionique est pénalisée par les amendes devant être payées par le groupe Airbus (les américains ayant fait condamner le groupe pour subventions illicites, alors qu'ils pratiquent la même politique pour Boeing). L'automobile est également affectée par des procès, qui concernent cette fois de la fausse information sur les mesures de pollution générée par les véhicules diesel.

2.3. Les groupes de la zone Chine sont les moins touchés par le recul boursier. Alors que la pandémie s'est déclarée beaucoup plus tôt, avec un confinement strict qui pénalisait l'économie. Il faut y voir un effet du capitalisme « à la chinoise », davantage encadré par l'Etat, les groupes ayant des marges de manœuvre plus étroites. Ces groupes réalisent la seconde meilleure performance financière des zones, après les USA. Ces groupes sont puissants dans le secteur de la finance, et ceux des télécoms, des TIC et d'internet (Alibaba, Tencent Holdings notamment). La Chine est la seule zone à résister à la puissance américaine. Elle a fait plier Trump lors des négociations commerciales ; elle est réellement une zone impériale, qui peut devenir un point d'appui pour un changement de modèle économique sur la planète (sans « copier » l'ensemble du modèle, notamment dans le domaine des libertés individuelles). Les TIC engendrent de ce point de vue un « effet Big Brother », particulièrement inquiétant. Mais les pays occidentaux (qui se targuent souvent d'être des démocraties) imitent largement cet effet dans de nombreux domaines, y compris en utilisant la répression contre les contestations sociales.

Zone Euro (en M US \$)	Capitalisation boursière		Données comptes des groupes pour 2019				Variation Bourse 20/19	
	31/12/2019	20/03/2020	ChiffreAffair.	Ebitda	RésultatNet	FondsPropres	M\$	En %
Avionique et espace	175 456	83 512	105 581	16 963	1 318	20 499	-91 944	-52,4%
Automobiles	210 306	108 486	587 842	73 934	24 144	273 503	-101 820	-48,4%
Chimie	271 487	219 228	147 870	28 927	18 631	83 872	-52 259	-19,2%
Conglomérats industriels	106 147	57 749	96 402	11 746	6 269	56 592	-48 398	-45,6%
Ingénierie	61 701	41 342	53 339	9 761	3 783	25 577	-20 359	-33,0%
Alimentation et boissons	274 337	170 823	26 606	6 294	2 635	19 215	-103 514	-37,7%
Luxe	651 795	478 306	118 005	33 449	17 101	94 134	-173 489	-26,6%
Lunetterie	65 968	51 561	19 303	4 218	1 315	39 219	-14 407	-21,8%
Vêtements	173 380	111 900	57 638	12 734	6 243	24 428	-61 480	-35,5%
Energie	632 894	358 842	758 448	147 689	38 346	493 110	-274 052	-43,3%
Santé	257 852	191 239	106 364	29 376	9 160	138 238	-66 613	-25,8%
Finances	311 574	169 376	377 129	81 629	32 392	415 689	-142 198	-45,6%
TIC	285 368	212 815	43 704	14 787	6 606	49 616	-72 553	-25,4%
Télécommunications	77 542	61 347	89 389	27 451	5 847	51 316	-16 195	-20,9%
TOUS SECTEURS	3 555 807	2 316 526	2 587 620	498 959	173 789	1 785 009	-1 239 281	-34,9%

Zone Euro (en M US \$)	Bourse/Ebitda 2019		Bourse/Résultat Net 2019		Bourse/Fonds P. 2019		Ebit/FP	RN/FP
	B. 2019	B. 2020	B. 2019	B. 2020	B. 2019	B. 2020	2019	2019
Avionique et espace	10,3	4,9	133,2	63,4	8,6	4,1	82,7%	6,4%
Automobiles	2,8	1,5	8,7	4,5	0,8	0,4	27,0%	8,8%
Chimie	9,4	7,6	14,6	11,8	3,2	2,6	34,5%	22,2%
Conglomérats industriels	9,0	4,9	16,9	9,2	1,9	1,0	20,8%	11,1%
Ingénierie	6,3	4,2	16,3	10,9	2,4	1,6	38,2%	14,8%
Alimentation et boissons	43,6	27,1	104,1	64,8	14,3	8,9	32,8%	13,7%
Luxe	19,5	14,3	38,1	28,0	6,9	5,1	35,5%	18,2%
Lunetterie	15,6	12,2	50,2	39,2	1,7	1,3	10,8%	3,4%
Vêtements	13,6	8,8	27,8	17,9	7,1	4,6	52,1%	25,6%
Energie	4,3	2,4	16,5	9,4	1,3	0,7	30,0%	7,8%
Santé	8,8	6,5	28,2	20,9	1,9	1,4	21,3%	6,6%
Finances	3,8	2,1	9,6	5,2	0,7	0,4	19,6%	7,8%
TIC	19,3	14,4	43,2	32,2	5,8	4,3	29,8%	13,3%
Télécommunications	2,8	2,2	13,3	10,5	1,5	1,2	53,5%	11,4%
TOUS SECTEURS	7,1	4,6	20,5	13,3	2,0	1,3	28,0%	9,7%

Le cas de la France « Macron » en est une illustration, avec le rétrécissement constant des libertés individuelles, syndicales, sociales et politiques. L'Etat de Macron a repris de la Chine « l'effet Big Brother », mais en cumulant les impérities économiques d'un modèle libéral « type Zone Euro », sans en avoir les moyens et encore moins les compétences. Il est ici difficile de dire si Macron a trop bien compris le modèle libéral, ou trop mal, en l'appliquant à une société française qui n'est pas dans les clous des anglo-saxons (ni des USA, ni du Royaume-Uni, ni de l'Allemagne). Il suffit de reprendre les analyses d'Annie Lacroix-Riz (Aux origines du carcan européen – 1900-1960 – la France sous influence allemande et américaine. Le Temps des cerises. Editions Delga. 2014-2016).

Chine en M US \$	Capitalisation boursière		Données comptes des groupes pour 2019				Variation Bourse 20/19	
	31/12/2019	20/03/2020	ChiffreAffair.	Ebitda	RésultatNet	FondsPropres	M\$	En %
Finances	1 700 150	1 418 321	958 047	394 623	236 039	1 907 156	-281 829	-16,6%
Télécommunications	224 279	182 645	173 044	47 776	18 431	175 769	-41 634	-18,6%
TIC	286 911	230 964	34 516	21 277	11 138	52 304	-55 947	-19,5%
Energie	364 020	283 125	851 350	81 795	30 936	410 307	-80 895	-22,2%
Electroménager	114 735	91 896	68 536	12 957	7 131	27 385	-22 839	-19,9%
Santé	55 381	49 756	3 470	1 013	794	3 692	-5 625	-10,2%
Internet	1 026 942	926 705	112 373	38 625	26 244	163 524	-100 237	-9,8%
Immobilier	51 678	40 498	54 820	13 101	8 215	40 319	-11 180	-21,6%
Alimentation et boissons	287 613	242 665	18 108	10 616	7 694	26 274	-44 948	-15,6%
TOUS SECTEURS	4 111 709	3 466 575	2 274 262	621 782	346 621	2 806 729	-645 134	-15,7%

Chine en M US \$	Bourse/Ebitda 2019		Bourse/Rés. Net 2019		Bourse/Fonds P. 2019		Ebit/FP 2019	R.Net/FP 2019
	B. 2019	B. 2020	B. 2019	B. 2020	B. 2019	B. 2020		
Finances	4,3	3,6	7,2	6,0	0,9	0,7	20,7%	12,4%
Télécommunications	4,7	3,8	12,2	9,9	1,3	1,0	27,2%	10,5%
TIC	13,5	10,9	25,8	20,7	5,5	4,4	40,7%	21,3%
Energie	4,5	3,5	11,8	9,2	0,9	0,7	19,9%	7,5%
Electroménager	8,9	7,1	16,1	12,9	4,2	3,4	47,3%	26,0%
Santé	54,7	49,1	69,8	62,7	15,0	13,5	27,4%	21,5%
Internet	26,6	24,0	39,1	35,3	6,3	5,7	23,6%	16,0%
Immobilier	3,9	3,1	6,3	4,9	1,3	1,0	32,5%	20,4%
Alimentation et boissons	27,1	22,9	37,4	31,5	10,9	9,2	40,4%	29,3%
TOUS SECTEURS	6,6	5,6	11,9	10,0	1,5	1,2	22,2%	12,3%

2.4. La zone Royaume-Uni, Suisse et Russie regroupe les autres multinationales importantes de l'échantillon. La Russie demeure un acteur majeur pour la question de l'énergie et des mines, la Suisse pour l'alimentation et la santé, le Royaume-Uni pour la finance.

R.Uni Suisse Russie M \$	Capitalisation boursière		Données comptes des groupes pour 2019				Variations Bourse 20/19	
	31/12/2019	20/03/2020	ChiffreAffair.	Ebitda	RésultatNet	FondsPropres	M\$	En %
Santé	740 149	612 752	179 549	63 498	33 985	130 114	-127 397	-17,2%
Tabac	97 852	68 243	33 071	15 542	7 475	81 996	-29 609	-30,3%
Energie	186 838	88 127	295 877	43 347	17 769	126 331	-98 711	-52,8%
Finances	276 456	187 915	216 692	44 129	19 354	343 875	-88 541	-32,0%
Boissons	99 211	66 530	16 444	5 738	4 265	12 979	-32 681	-32,9%
Chimie	57 594	50 243	16 417	4 807	-4 690	12 022	-7 351	-12,8%
Mines	100 515	64 636	43 165	21 197	8 010	40 532	-35 879	-35,7%
Télécommunications	52 035	35 387	48 469	17 743	-8 485	70 424	-16 648	-32,0%
Alimentation	312 394	286 377	93 216	19 930	12 688	53 232	-26 017	-8,3%
TOUS SECTEURS	1 923 044	1 460 210	942 901	235 930	90 372	871 506	-462 834	-24,1%

R.Uni Suisse Russie M \$	Bourse/Ebitda 2019		Bourse/Rés. Net 2019		Bourse/F. Propres 2019		Ebit/FP 2019	R.Net/FP 2019
	B. 2019	B. 2020	B. 2019	B. 2020	B. 2019	B. 2020		
Santé	11,7	9,6	21,8	18,0	5,7	4,7	48,8%	26,1%
Tabac	6,3	4,4	13,1	9,1	1,2	0,8	19,0%	9,1%
Energie	4,3	2,0	10,5	5,0	1,5	0,7	34,3%	14,1%
Finances	6,3	4,3	14,3	9,7	0,8	0,5	12,8%	5,6%
Boissons	17,3	11,6	23,3	15,6	7,6	5,1	44,2%	32,9%
Chimie	12,0	10,5	-12,3	-10,7	4,8	4,2	40,0%	-39,0%
Mines	4,7	3,0	12,5	8,1	2,5	1,6	52,3%	19,8%
Télécommunications	2,9	2,0	-6,1	-4,2	0,7	0,5	25,2%	-12,0%
Alimentation	15,7	14,4	24,6	22,6	5,9	5,4	37,4%	23,8%
TOUS SECTEURS	8,2	6,2	21,3	16,2	2,2	1,7	27,1%	10,4%

A nouveau, le recul boursier est important pour le pétrole (énergie) et les mines ; trois autres secteurs sont également fortement touchés : finances (Lloyds, Zurich Insurance et HSBC), boissons (Diageo) et télécommunications (Vodafone). Les résultats négatifs en chimie tiennent à Reckitt Benckiser. Les multiples indiquent que les groupes les plus menacés approchent le niveau des fonds propres à celui de leur capitalisation.

2.5. Le Japon entretient sa spécificité. Mais ses groupes mondialisés ont supporté également un net recul de leur capitalisation boursière.

Japon en M US \$	Capitalisation boursière		Données comptes des groupes pour 2019				Variations Bourse 20/19	
	31/12/2019	20/03/2020	ChiffreAffair.	Ebitda	RésultatNet	FondsPropres	M\$	En %
Vêtements	61 045	36 840	20 844	2 786	1 541	8 215	-24 205	-39,7%
Santé	62 097	40 828	19 085	4 232	992	46 989	-21 269	-34,3%
Automobiles	197 743	158 676	275 054	38 765	18 069	182 611	-39 067	-19,8%
Finances	70 136	44 337	33 904	9 815	8 643	157 081	-25 799	-36,8%
Télécommunications	343 648	297 644	285 770	92 445	33 444	257 359	-46 004	-13,4%
Equipements électriques	85 896	68 761	5 343	2 950	2 058	14 454	-17 135	-19,9%
Services pour l'emploi	62 182	37 266	21 028	2 669	1 596	8 847	-24 916	-40,1%
Matériel électronique	83 560	64 968	78 858	14 712	8 796	40 374	-18 592	-22,2%
TOUS SECTEURS	966 307	749 320	739 884	168 374	75 138	715 930	-216 987	-22,5%

Japon en M US \$	Bourse/Ebitda 2019		Bourse/Rés. Net 2019		Bourse/F. Propres 2019		Ebit/FP	R.Net/FP
	B. 2019	B. 2020	B. 2019	B. 2020	B. 2019	B. 2020	2019	2019
Vêtements	21,9	13,2	39,6	23,9	7,4	4,5	33,9%	18,8%
Santé	14,7	9,6	62,6	41,2	1,3	0,9	9,0%	2,1%
Automobiles	5,1	4,1	10,9	8,8	1,1	0,9	21,2%	9,9%
Finances	7,1	4,5	8,1	5,1	0,4	0,3	6,2%	5,5%
Télécommunications	3,7	3,2	10,3	8,9	1,3	1,2	35,9%	13,0%
Equipements électriques	29,1	23,3	41,7	33,4	5,9	4,8	20,4%	14,2%
Services pour l'emploi	23,3	14,0	39,0	23,4	7,0	4,2	30,2%	18,0%
Matériel électronique	5,7	4,4	9,5	7,4	2,1	1,6	36,4%	21,8%
TOUS SECTEURS	5,7	4,5	12,9	10,0	1,3	1,0	23,5%	10,5%

Le niveau global des fonds propres des groupes est maintenant très proche du montant des capitalisations ; avec trois exceptions : Fast Retailing pour les vêtements, Keyence pour les équipements électriques et Recruit Holdings avec les services pour l'emploi. La rentabilité globale est affectée par des résultats médiocres en Finances (Mitsubishi UFJ), dans le domaine de la santé (Takeda Pharmaceutical) et de l'automobile (Toyota Motors).

Tous ces résultats – qui pénalisent de très nombreux groupes parmi les plus importants de la planète – vont évidemment se traduire par des effets économiques significatifs pour non seulement les mois, mais les années à venir.

Une seule solution à la crise : remettre en cause le modèle libéral dans tous ses aspects

Le moindre des paradoxes de la situation actuelle tient à une posture de tous les gouvernements, qui jettent aux orties les dogmes libéraux qu'ils adulaient encore il y a peu de temps.

Notamment en termes :

- de dettes publiques (fini les critères de Maastricht) ;
- d'interventions sur les activités, voire les entreprises (le fonctionnement automatique du marché fait place aux aides d'Etat de toutes sortes, et même à des projets de nationalisation – le comble de l'horreur économique libérale) ;
- de programmes de « réformes » (par exemple, serait aux oubliettes en France, la réforme de l'assurance chômage et la réforme des retraites).

Cet interventionnisme de nature keynésienne est insuffisant.

Il ne remet pas fondamentalement en cause les structures idéologiques, politiques, économiques et financières du capitalisme.

Les populations, déjà très affectées par les distributions de plus en plus inégalitaires des revenus et des patrimoines (inutile de revenir sur toute la littérature qui foisonne sur cette question, avec Piketty et « Le capital au XXI^e siècle », Stiglitz et « Le prix de l'inégalité », Stiglitz et « Peuple, pouvoir et profits. Le capitalisme à l'heure de l'exaspération sociale », Saez et Zucman et « Le triomphe de l'injustice »), ne sont pas prêtes à accepter de nouveaux sacrifices en faveurs des groupes mondiaux, du système financier et des grandes fortunes. Ce qui suppose d'ailleurs une remise en question du modèle libéral que ces auteurs défendent malgré tout, en misant sur des « recettes fiscales » de redistribution, sous diverses formes. Nous ne partageons pas ce point de vue.

Tout ceci ne manque pas de sel ! Ainsi, Saez et Zucman rappellent « La philosophie de Roosevelt ... résumée dans son message au congrès du 27 avril 1942 : *« l'écart entre les bas revenus et les très hauts revenus doit être amoindri ; et je crois donc qu'en ces temps de grand danger national, où tous les revenus excessifs devraient être mobilisés pour gagner la guerre, aucun citoyen américain ne devrait avoir un revenu net, après impôts, de plus de 25 000 \$ par an »*. Un taux marginal de 100% sur les revenus au-delà de 25 000 \$ (l'équivalent de plus d'un million de \$ par an aujourd'hui) allait ainsi être instauré, non seulement sur les salaires, mais sur tous les revenus, quelle que soit leur provenance, y compris les intérêts des placements défiscalisés. Le Congrès jugea ce taux de 100% légèrement excessif et opta finalement pour un taux marginal supérieur de 94%. Il mit également en place un mécanisme qui limitait le taux moyen d'imposition, de sorte qu'en pratique l'impôt payé ne pouvait excéder 90% du revenu. ... La question de la progressivité fiscale fut bien davantage liée aux changements politiques intervenus au tournant du XX^e siècle qu'aux

seules exigences de la guerre, en tant que telle. Entre 1944 et 1981, dans la foulée du New Deal, le taux marginal supérieur s'éleva en moyenne à 81%. » (Pages 68-69).

Amusant de voir Macron se prévaloir de Roosevelt, lui qui a rayé d'un coup de plume l'impôt sur la fortune. De même pour sa comparaison avec Clémenceau, lui qui a envoyé « au front » du Covid 19 des personnels de santé sans pratiquement de moyens, qui a menti sur les masques et des livraisons rapides qu'on attend toujours, qui a menti sur l'acquisition de systèmes d'aide à la respiration ... Ce n'est même pas un clown (applaudissez, les petits enfants, chaque soir à 20h. pour soutenir les soignants), lui qui a sacrifié le système de santé français, par des mesures de réduction drastiques du budget des hôpitaux publics, eux-mêmes redéployés et privés d'une partie de leurs personnels par des plans de restructuration en cascade. Il est vrai que se prévaloir de Roosevelt et de Clémenceau sur toutes les chaînes de télévision à 20h, c'est d'un dernier chic bourgeois.

Les français ne doivent pas pardonner ces politiques et ces mensonges ; ce serait de leur part une erreur historique. Macron comme au temps des croisades ne mérite que du goudron et des plumes en sortant de l'Élysée ; avec les mêmes conditions pour sa bande. Surtout que le personnage ne manque pas d'air pour vendre ses supposés mérites. Si les malades disposaient d'autant d'air que les boniments qu'il nous sert, la pandémie serait terminée depuis longtemps. Et il est tout à fait capable de nous refaire le « coup du grand débat » à l'issue de la présente période de confinement. D'avance, c'est NON ! Les citoyens doivent être prêts à intervenir pour éradiquer définitivement le macronisme. Avec pertes et fracas si lui et sa secte ne comprennent pas.

D'autant plus que les interventions annoncées par les Etats sur le plan financier sont de l'ordre de plusieurs trillions de \$ (5 000 milliards de \$ dans le cadre de l'OCDE) au niveau de la planète ; ce qui revient à :

- émettre de la monnaie à la place de créer de la valeur (ces trillions sont du même niveau que l'évolution annuelle du PIB mondial) ;
- orienter à nouveau ces émissions vers des usages pervers.

Un ouvrage « libéral », rédigé par James K. Galbraith (La grande crise. Comment en sortir autrement. Points économie), permet à cet égard de pointer les erreurs des dirigeants et responsables de tous poils lors de la crise de 2008 ; notamment avec une analyse très pertinente de la crise en Europe, ou plus exactement dans la zone euro. Galbraith indique : « *Dès le départ, la crise économique en Europe a été séparée de celle des Etats-Unis par des choix de vocabulaire et de cadrage. En Grèce, on entend parler d'une crise grecque. L'expression suggère que la source essentielle du problème est la situation financière de ce pays et le comportement de son gouvernement. De même pour l'Irlande, l'Espagne, le Portugal et l'Italie. ... La Grèce a un secteur public trop lourd, un système fiscal défectueux, une politique clientéliste et une culture de l'indolence. L'Irlande a laissé la spéculation sur l'immobilier de bureau échapper à tout contrôle, puis a fâcheusement décidé de garantir tous les dépôts dans ses banques démesurément gonflées. En*

*Espagne, il y a eu une bulle massive de l'immobilier résidentiel. Le Portugal a une industrie non compétitive ... On suggère alors que la périphérie méditerranéenne de l'Europe partage un ensemble de traits communs. Lesquels, au juste ? (en fait, un) mal commun qui les frappe tous : un type ethnique ... des stéréotypes raciaux, ... plus ou moins refoulés. Ici, rien n'est vrai, bien évidemment : les Grecs travaillent plus que les Allemands, par exemple. Et la raison de l'adéquation supposée des Irlandais au paradigme du paresseux aimant se dorer au soleil n'est pas entièrement transparente ... Si le cadre d'analyse pertinent de la crise est un pays (ou un type racial) victime de ses propres faiblesses institutionnelles et erreurs politiques (ou des défauts de son caractère et de sa culture), le remède anticrise est clair. **C'est la réforme.** (C'est nous qui soulignons). Les institutions nationales doivent changer. La politique nationale doit changer. La culture doit changer. Les dépenses doivent diminuer et les impôts augmenter. Les marchés du travail doivent être flexibilisés. L'industrie doit devenir compétitive. La réglementation doit être suspendue. Les actifs publics doivent être vendus. Les gens doivent s'habituer à travailler dur. Si la réforme réussit, la récompense sera le retour à la confiance. La confiance, c'est le cadeau des marchés du crédit ... Quand elle s'en va, les taux d'intérêt montent. Quand elle revient, ils retombent. ... (Mais alors, pourquoi) la crise a frappé à peu près simultanément tous les pays ..., si différents au départ. ... Une seule réponse : ... ces pays sont liés ... tous sont membres de la zone euro. (Or) la Pologne (a été épargnée) ; (elle est pourtant) membre de l'Union Européenne, mais n'a pas adopté l'euro. (La question devient alors) : qu'est-ce qui ne va pas dans la zone euro ? ... Le problème de la zone euro est un déséquilibre commercial massif en faveur de l'Allemagne, qui a conduit à une accumulation de dettes dans le reste de la zone, assortie d'une incapacité à s'ajuster, à cause d'une exceptionnelle rigidité de l'euro. » (Pages 305 et sq.).*

N'insistons pas. Ces couplets sur la « réforme » sont bien rodés par les libéraux ; et Macron nous les a servis à toutes les sauces avec Hollande, et avant eux Sarkozy. Le ver était déjà dans la conception de l'Europe défendue par Delors (voir l'ouvrage cité de Lacroix-Riz), ses concepteurs initiaux aux ordres des américains.

La première conclusion est donc qu'il faut soit changer fondamentalement l'Union Européenne, soit en sortir.

La seconde conclusion concerne l'économie « réelle », qui va avoir le dessus sur l'économie financière dès la publication des comptes des groupes au premier semestre 2020. Ces comptes vont faire apparaître de manière crue : la baisse de l'activité liée au confinement (baisse de chiffre d'affaires), le coût du capital financier (intérêts à payer, provisions à constituer ...) et les mesures de restructurations envisagées. Avec des pertes sévères que bien évidemment les Etats ne pourront ignorer : impact sur les recettes fiscales, sur le coût des aides, sur l'emploi ... Le ministre de l'économie s'emploie déjà actuellement à préparer les esprits (la crise économique sera la pire que la France ait connue depuis 1945), donc à remettre au goût du « Covid 19 » les réformes. Ce ne sera pas la bataille du

charbon comme après la guerre de 1945 ; ce sera la lutte pour « sic » « préserver notre modèle économique et social », afin de mieux dissimuler le seul objectif de Macron : la survie du modèle capitaliste (et sa survie propre).

C'est sur ce plan qu'il ne faut pas être dupés : les pouvoirs politiques vont devoir rendre des comptes aux populations, notamment pour les sacrifices demandés depuis plusieurs décennies ... Sans que ces populations soient véritablement protégées (secteurs publics délabrés, notamment de la santé ...) ; et encore moins à l'abri de crises à répétitions.

Alors, « que faire » ?

Les priorités sont assez évidentes, et certaines sont de l'ordre du court terme.

1. Il faut d'abord régler le « problème Macron », d'une manière ou d'une autre. L'idéal serait qu'il parte de lui-même ; ce qui suppose chez lui un minimum de morale et de conscience sur ses errements. Il est permis de douter des deux, vu le personnage et sa bande (députés LREM compris, en grande partie avec les anciens PS recyclés) de cireurs de pompes. Tous ces gens ont montré leur incompétence, et surtout leurs mépris de la vie (aussi bien lors de la pandémie avec leurs mensonges à répétition, qu'au moment de la crise des gilets jaunes avec la répression organisée), des lois (en généralisant des lois d'exception) et du peuple. S'ils ne partent pas, il faut les juger immédiatement, dès la crise pandémique terminée. Sans faiblir et sans pitié. Ils sont totalement responsables et doivent rendre des comptes ; c'est intolérable pour un pays qui se dit démocratique, et se veut exemplaire du point de vue des droits de l'homme. La France n'a pas besoin d'un apprenti « dictateur » à la petite semaine.

2. Il faut ensuite régler le « problème la Zone Euro », déjà évoquée avec l'ouvrage de Lacroix-Riz. Ou cette Union change en profondeur, en liaison avec les peuples, ou la France doit quitter cette Union. Qu'apporte-t-elle en effet ? Qu'il s'agisse de la protection des peuples contre l'avidité des groupes multinationaux, ou qu'il s'agisse de son positionnement économique et politique au regard des deux principaux impérialismes (américains et chinois), l'Europe n'apporte rien.

Elle est même le problème qui occulte le fait que les multinationales ont pris – avec le pouvoir économique – le droit d'exploiter comme bon leur semble les salariés et les ressources de la planète, ce qui conduit actuellement à l'appauvrissement de la majeure partie des populations via des inégalités sans précédent, et à la catastrophe écologique. Les ressources sont pillées. Même les biens vitaux (l'air, l'eau ...) qu'on pensait épargnés par cette avidité font maintenant l'objet de marchandages, de « contrats » ... La recherche est soumise à sa solvabilité, ou réduite à peu de choses. La vie commune va bientôt être sous la contrainte des errements de quelques grands patrons de la nouvelle économie, qui sont à la quête contrôle total de nos vies, et de la cyber vie, à défaut de la vie éternelle. Nous ne reviendrons pas sur ce que ce millier de groupe multinationaux contrôle déjà de fait (voir notre ouvrage sur

l'impérialisme). En revanche, il ne tient qu'à nous de déconstruire les chaînes qu'ils nous promettent, et fuir ce que nous donnons de « notre plein gré », via les nombreuses applications qui leur offrent sur un plateau la connaissance de nos vies (matérielles, comportementales ou sociales). Si vous aimez Twitter, pensez à Trump, et fuyez. Si vous pensez à Facebook, repartez vite avant que vos informations ne soient vendues à Macron. Si vous pensez « Google » lisez l'ouvrage de Christine Kerdellant : « dans la Google du loup » ... etc. Utilisez vos boîtes mails et créez éventuellement votre blog, transmis à vos connaissances. Vous n'avez aucunement besoin de savoir (sauf si vous êtes une « vedette » qui se contemple chaque matin dans son miroir) ce que pensent des milliers d'anonymes, qui racontent par ailleurs tout et n'importe quoi.

Ne comptez pas sur l'Europe pour la solution financière à la crise. Les discussions actuelles de « marchands de tapis » sur le montant, la nature des aides, les bénéficiaires ... ne sont que le triste reflet des conflits d'intérêts entre les divers pouvoirs qui se partagent la dépouille promise de la zone euro. La solution financière n'existe pas dans la configuration actuelle de l'Europe ; pas davantage que les quelques milliards que Macron se refusait à trouver pour sauver les retraites ou le système de santé « à la française ». Ces milliards ne sont qu'un leurre pour faire croire au bon peuple que les Etats disposent encore de certains pouvoirs : la BCE n'est pas la Banque de France, et l'Etat français ne va pas faire rendre gorge aux grandes fortunes, à la mode Roosevelt ! Les grandes fortunes s'empressent d'ailleurs de jouer aux « dames patronnesses » d'antan, en faisant fabriquer des masques (ce sera d'un chic, un masque Dior) ou en finançant la reconstruction de Notre Dame. Mais pas question de mieux payer les salariés qui leur rapportent des milliards de profit par an ; et tant pis pour le manque de protections des employé(e)s des supermarchés (c'est la guerre, a dit Macron ; et à la guerre, il y a d'un côté les morts, de l'autre les planqués et les profiteurs).

En mesure transitoire et immédiate, il y a lieu d'interdire toute distribution de dividendes ; y compris et surtout ceux destinés aux fonds de pension ayant investi en France. En cas de rétorsion de cette catégorie d'actionnaires, l'Etat doit prendre des mesures de saisie des actifs financiers, sans compensation.

De plus, il est indispensable de revenir sur les aides au patronat du type CICE, pérennisées depuis ; elles n'ont pratiquement créé aucun emploi, et privé l'Etat de recettes fiscales qui ont cruellement fait défaut pour financer le budget d'une part, et qui ont servi ensuite de prétexte pour pénaliser le plus grand nombre de ménages de la classe moyenne, et même nombre de ménages modestes ou des retraités, par des impôts et des taxes iniques (notamment sur les carburants).

3. Sur un autre plan, le confinement nous a contraint à une certaine frugalité de nos modes de consommation ; il serait utile de continuer. Plus concrètement, il est indispensable de reprendre le contrôle des 4 multinationales qui organisent le négoce mondial de la plupart des matières premières, y compris agricoles. Et de combattre l'agrobusiness par tous moyens (voir dans Alternative Sud l'article de Antonio Augusto Rossotto Loris : « La politique de l'agrobusiness et le business de la durabilité ». Ce qui renvoie à un

autre mode de production en agriculture, plus proche des lieux de consommation, et de moins en moins soumis à la dizaine de multinationales de l'agro-chimie (Monsanto compris) et de l'élevage industrialisé (toutes espèces confondues – y compris pour les activités halieutiques). Tout ceci renvoie à une problématique de la « décroissance », à une autre manière de produire et de travailler. Autre exemple : Macron va nous vendre avec son bagout habituel la reconquête des principes actifs des médicaments, des activités industrielles délocalisées, etc (la pandémie a mis en évidence les béances des tissus industriels occidentaux) que les multinationales ont vendu à la Chine (pour faire simple). Alors qu'elles ont tout fait pour favoriser le démantèlement de leurs économies, le « matériel » étant bon pour les pays sous-développés (Chine incluse ; nous renvoyons à la théorie libérale du commerce international, critiquée par un prix Nobel français : Maurice Allais – « La mondialisation, la destruction des emplois et la croissance. Evidences empiriques »), nos économies se réservant les activités « nobles » et surtout rentables dans la « chaîne des valeurs » (la recherche sur les produits, l'organisation, l'optimisation des process et des coûts, la finance ... ; ce que montre l'importance relative de ces activités dans nos tableaux).

4. Dans le domaine de la santé, des mesures d'urgence doivent être prises concernant les ARS, et notamment de voir à quoi servent ces structures bureaucratiques, dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elles n'ont pas fait preuve d'efficacité et d'empathie envers les patients de la pandémie. En attendant :

- il faut éliminer toutes les directions qui ont contribué à solder le système de santé français aux intérêts de la finance, notamment les cadres dont le seul boulot était de trouver des indicateurs d'audit afin d'éliminer le prétendu surnombre de personnels soignants, de réaliser des économies sur les méthodes de soins (alors qu'ils sont totalement incompétents dans ce domaine), sur les équipements, et les conditions d'une vie courante digne dans ces lieux d'accueil pour les malades ;
- redonner du pouvoir aux professionnels de la santé sur toutes la chaîne, en évitant de restaurer un pouvoir hiérarchique ;
- redonner les moyens en personnels de soin et de recherche publique de santé ; en coupant les liens avec les laboratoires des multinationales du secteur ;
- annuler les dettes de l'ensemble du système de santé, avec un plan de route pour chaque région ;
- nationaliser les EHPAD privées, sans aucune indemnité, avec en priorité celles qui ont eu pendant la période un taux de mortalité de leurs pensionnaires sans commune mesure avec une situation « normale ».

5. Dans le domaine des relations au travail, il y a lieu de revenir totalement sur les lois PACTE, Rebsamen, El Khomri, Macron, etc. Ce sera l'**anti « Programme de travail pour rénover notre modèle social »** dont Macron assurait la promotion lors de la pseudo loi travail, en fait une loi d'exploitation en faveur du patronat, remettant en cause tous les acquis issus de la libération.

Le Code du travail doit être réhabilité. Le dialogue social ne peut se réduire à un monologue du pouvoir avec lui-même, donnant la double illusion de discuter et surtout de négocier avec les partenaires sociaux, notamment les syndicats. Ce que Macron n'a jamais fait une seule seconde depuis qu'il a pris le pouvoir.

Dans ce cadre social, il y a également lieu de revenir sur toutes les lois et dispositifs d'exception relatifs aux libertés publiques et individuelles mis en place par le pouvoir Macron. La police doit redevenir républicaine : l'exact contraire de ce que préconise le préfet de police de Paris ; qui doit partir immédiatement, notamment après ses diverses déclarations dignes de la police de Pétain : la répression contre les faibles dénote le personnage.

Il faudra notamment refuser un quelconque contrôle individuel « par les réseaux sociaux » lors de la période de déconfinement. Définitivement, Big Brother, c'est NON !

Enfin, il y a lieu de jeter à la poubelle le projet sur les retraites. Toute reprise de ce projet doit être comprise comme un casus belli contre le peuple français.